



Association loi 1901 N° W382002717
Comite1905ra@orange.fr

Bourgoin Jallieu le 30 novembre 2016

Communiqué

Le Comité1905 Auvergne-Rhône Alpes, comme d'autres associations et organisations désapprouve le déplacement de 260 élus de la République de la région Auvergne-Rhône Alpes au Vatican, à l'invitation du Cardinal BARBARIN, archevêque de Lyon.

Parce que le Comité1905 Auvergne-Rhône Alpes est hostile à toute position dogmatique et fait prévaloir la liberté absolue de conscience.

Parce que la séparation juridique entre les religions et les institutions publiques est la garantie pour chacun de croire ou de ne pas croire, pour les cultes de s'exprimer librement et pour l'Etat de n'être soumis à aucun magistère religieux. Cette séparation est régie par la loi du 9 décembre 1905, un des objets de notre association.

Parce que la Laïcité est un principe constitutionnel et représente un des fondements essentiels, non seulement de la République, mais aussi de la paix sociale. Parce qu'elle est aussi la colonne vertébrale de la République, la condition du vivre ensemble et représente l'antidote contre le communautarisme et le repli identitaire.

Pour toutes ces raisons, le Comité1905 Auvergne-Rhône Alpes condamne avec la plus grande fermeté l'initiative engagée par Messieurs WAUQUIEZ, président de Région, COLLOMB maire de Lyon et président de la « Métropole » et GUILLOTEAU président de l'Assemblée Départementale du Rhône, pour avoir accepté de participer le 30 novembre à un pèlerinage à Rome avec plus de 200 autres élus.

Pèlerinage au cours duquel une audience pontificale s'inscrivant dans le cadre du « jubilé de la miséricorde » est organisée pour les élus « afin de les aider à trouver des réponses concernant les décisions à prendre dans le cadre de leurs fonctions ».

On croit rêver !

Et pourtant, qui tente aujourd'hui de substituer le communautarisme à la société laïque ? Certes, des religieux intégristes, mais aussi et surtout des incondtionnels d'un monde ultra-libéral tendant à vider l'espace public au profit de l'espace privé. C'est un des signaux de la réactivation du religieux dans la vie publique. Cette tendance est activée par les « idiots utiles » bien aidés par « les faux amis » de la laïcité, qui d'une naïveté supposée sont passés à une responsabilité assumée.

Cette démarche bafoue la Constitution de la République et remet en question la loi du 9 décembre 1905, dite de séparation des Eglises et de l'Etat. Chaque jour nous renforce dans l'idée que l'Eglise catholique n'a jamais vraiment accepté cette loi, pourtant qualifiée de loi d'apaisement. Pour exemples toutes les entorses dans les financements illicites des cultes (bâtiments, école...)

Ces adversaires de la République cherchent à disloquer le « Pacte Républicain » en escamotant dans l'opinion publique la convergence des quatre piliers qui font que la République est Une, Indivisible, Laïque et Sociale.

Est-il besoin de rappeler que le cardinal BARBARIN avait déclaré lors des débats du mariage pour tous que : « la première page de la bible a un peu plus de force et de vérité qui traversera les cultures et les siècles que les décisions circonstancielles ou passagères d'un Parlement », et « que le Parlement n'était pas Dieu le Père » ?

A une époque où les grandes confusions, idéologiques, politiques ne visent qu'à raviver les prétentions des religions, quelles qu'elles soient, à vouloir régenter la société,- pour preuve leur activisme dans les questions d'évolution de la société et des mœurs-, n'oublions jamais que c'est la laïcité qui a permis la paix sociale et religieuse et qui est aujourd'hui le meilleur garant contre les communautarismes et les discriminations.